Le foncier agricole occupe 40% de l'espace des 27 Etats membres de l'Union européenne

Vincent Chatellier, Nathalie Delame

▶ **To cite this version:**

Vincent Chatellier, Nathalie Delame. Le foncier agricole occupe 40% de l'espace des 27 Etats membres de l'Union européenne. Déméter 2009. Economie et stratégies agricoles, Club DEMETER, 2008, Déméter. hal-01172898

HAL Id: hal-01172898
https://hal.science/hal-01172898

Submitted on 6 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Déméter 2009

Euro – Méditerranée

La sécurité alimentaire, une priorité politique

Commerce équitable

Des enjeux aussi pour le secteur agricole français

Dossier "Foncier agricole"

Une contrainte majeure
pour l'avenir du milieu rural et de la ville

Usages des sols et marchés fonciers ruraux en France

L'humanité en manque d'espaces naturels

Pour une nouvelle politique foncière

Étalement urbain : le contrôle est-il possible ?

Évolution des structures :
l'exploitation française est devenue une entreprise

Démographie agricole :
la France doit-elle craindre l'avenir ?

Union européenne : le foncier agricole
occupe 40 % des États-membres

Statistiques agricoles

Economie et stratégies agricoles

Euro - Méditerranée : la sécurité alimentaire, une priorité politique

par M. Bertrand Hervieu, Secrétaire général du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (C.I.H.E.A.M.) et M. Sébastien Abis, Administrateur – Secrétariat général du C.I.H.E.A.M.

Trois dossiers distincts, mais complémentaires fondent aujourd'hui la réflexion sur les questions agricoles, alimentaires et rurales au sein du Bassin méditerranéen : le retour de l'agriculture au centre de l'actualité stratégique, l'infusion grandissante de la variable environnementale dans les sociétés et les orientations politiques, ainsi que le débat politique sur la coopération régionale, relancé par le projet français d'*Union pour la Méditerranée*. Dans ce cadre, l'article analyse la situation de l'agriculture au sein de cet espace économiquement et écologiquement fragile, puis il étudie l'évolution du débat politique agricole entre Europe et pays méditerranéens. Enfin, il identifie quatre scénarios d'évolution pour l'agriculture et les territoires ruraux méditerranéens et les met en perspective par rapport à la nécessité de bâtir ce pôle sur une triple coopération agricole, alimentaire et environnementale. Les deux experts entendent susciter un débat nouveau sur l'Europe et son projet politique, ainsi que sur la Méditerranée et le futur de son agriculture car, selon eux, cet espace est devenu un impératif stratégique dont l'agriculture révélera progressivement la pertinence géopolitique.

Commerce équitable : des enjeux aussi pour le secteur agricole français

par M^me^ Sophie Dubuisson – Quellier, chargée de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) – Centre de Sociologie des organisations (CNRS – Sciences Po) et M. Ronan Le Velly, enseignant – chercheur au Centre nantais de Sociologie à l'Université de Nantes

Alors que sa signification économique reste marginale, le commerce équitable a largement investi les médias et apparaît comme le reflet d'une attitude «*politiquement correcte*». Mais, sur le fond, cherche-t-il à répondre aux dysfonctionnements des filières commerciales conventionnelles et à améliorer la situation des producteurs du Sud ou bien vise-t-il à affirmer une alternative plus globale à la mondialisation libérale et à ses acteurs, permettant d'interpeller le monde agricole français pour dénoncer des pratiques commerciales jugées inéquitables, construire des niches de marché ou établir de nouvelles formes de relations avec la demande? Pour répondre à cette question cruciale, les deux chercheurs détaillent l'histoire, les règles et les acteurs du commerce équitable en France, révélant combien celui-ci se caractérise, à la fois, par un relatif consensus concernant ses principes généraux et un grand éclatement en termes de stratégies et de modalités pratiques de mise en œuvre. Puis, ils dégagent les lignes de fracture qui divisent les promoteurs du commerce équitable et montrent comment certains acteurs du secteur puisent, dans ces controverses, des ressources idéologiques pour redéfinir la nature des relations économiques, sociales et politiques entre producteurs et consommateurs.

Comme tous les ans, le DÉMÉTER 2009 comporte une annexe statistique détaillée en quarante tableaux

Tous les chiffres actualisés de l'agriculture mondiale et européenne sont rassemblés afin de donner en quarante tableaux les données les plus récentes en matière de production, de consommation, d'échanges, de structures de production et de dépenses budgétaires, mais aussi de projections des marchés à l'horizon 2017 / 2018.

Dossier « Foncier agricole » : une contrainte majeure pour l'avenir du milieu rural et de la ville

Ce dossier, composé de huit articles rédigés par sept chercheurs aux expertises très différentes, part du constat d'un paradoxe qui irait en s'aggravant : la ressource foncière française est menacée par le gaspillage, alors même que les besoins de l'humanité augmentent comme jamais face aux défis de nourrir 9 milliards de terriens en 2050, construire les infrastructures indispensables aux pays émergents, protéger la biodiversité, produire des matières premières pour les usages non-alimentaires et lutter contre le réchauffement climatique qui repose sur la captation de carbone par les végétaux et surtout les sols.

En France, soixante mille hectares d'espaces naturels sont artificialisés chaque année : autrement dit, l'équivalent d'un département agricole disparaît tous les six ans et cette artificialisation ampute les terrains les plus productifs. Économiser l'espace s'impose donc, y compris en développant d'autres formes d'urbanisme car les villes, dont la population n'augmente plus, ne peuvent continuer de s'étaler. Le gaspillage résulte du manque d'outils de régulation efficaces ou à la hauteur des enjeux, tels ceux dédiés à la protection des espaces agricoles. Pour y mettre fin, le dossier étudie des pistes d'actions concomitantes et ciblées, dans le cadre d'une stratégie globale de gestion foncière dynamique et économe : notamment celle de protéger, de manière pérenne, les terres agricoles par un zonage généralisé tel qu'il fonctionne au Québec.

Enfin, les trois derniers articles analysent les structures d'exploitation, qu'il s'agisse de la situation foncière dans les vingt-sept États-membres de l'Union européenne ou de l'évolution en France et des perspectives de changement sur les quinze ans qui viennent. Sur ce point, la prospective fait apparaître l'intérêt potentiel d'arbitrer les usages du foncier, tant pour limiter les gaspillages externes que pour orienter la répartition des terres entre exploitations : ce, d'autant que le nombre d'hectares libérés par les départs restant stable et la pression à l'agrandissement constante, le nombre annuel d'installations chuterait à environ 10 500 en 2020. Dans ce contexte, restreindre les milliers d'hectares soustraits chaque année à l'agriculture ou limiter la superficie moyenne à l'installation constituent deux des pistes d'action étudiées, mais, comme les autres, elles impliqueraient une volonté politique forte.

1. **Paradoxe du foncier et enjeux pour les structures agricoles**
   Dossier coordonné par M. André Barbaroux, directeur général – Fédération nationale des SAFER
2. **Usages des sols et marchés fonciers ruraux en France : l'impact de l'urbanisation et de la fonction résidentielle**
3. **L'humanité en manque d'espaces naturels**
4. **Pour une nouvelle politique foncière**
   par M. Robert Levesque, directeur Terres d'Europe – SCAFR
5. **Étalement urbain : le contrôle est-il possible ?**
   par M. Marc Sauvez, urbaniste qualifié – enseignant
6. **Évolution des structures : l'exploitation française est devenue une entreprise**
   par M^me^ Solange Rattin, Bureau de l'information statistique – SCEES – Ministère de l'Agriculture
7. **Démographie agricole : la France doit-elle craindre l'avenir ? Prévisions à l'horizon 2020**
   par M. François Lefèbvre, responsable Études – CNASEA
8. **UE : le foncier agricole occupe 40 % de l'espace des vingt-sept États-membres**
   par M. Vincent Chatellier et M^me^ Nathalie Delame, Département SAE2 – INRA

LE DÉMÉTER 2009 EST EN VENTE AU PRIX DE 25 €UROS
SUR COMMANDE AUPRÈS DU CLUB DEMETER

5, rue Saint Germain L'Auxerrois - 75 001 Paris
Tél. : 01 40 26 76 50 - Fax : 01 40 26 75 60 - E-mail : demeter@club-demeter.org

LE DÉMÉTER

Économie et stratégies agricoles

Quinzième édition (www.clubdemeter.com)

LE DÉMÉTER propose

chaque année, depuis 1993, des analyses prospectives de l'actualité agricole dans le monde, ainsi que des enjeux qui y sont liés

LE DÉMÉTER a pour objectif

de dégager les lignes de force permettant de comprendre les évolutions de l'agriculture et de l'agro-alimentaire et de resituer celles-ci dans l'économie nationale, européenne et mondiale

LE DÉMÉTER est organisé

autour de trois thèmes sélectionnés en fonction de leur rôle déterminant pour l'avenir de l'agriculture française et communautaire. Chaque sujet est traité en toute indépendance par un ou plusieurs experts qui rédigent une synthèse sans excès technique, mais sans caricaturer des réalités complexes. Ils mettent en relief les perspectives qui s'y rattachent pour les filières agricoles et agro-alimentaires, mais aussi pour le consommateur et le citoyen.

DÉJÀ PARUS

DÉMÉTER 2005

Peurs alimentaires et principe de précaution : analyse comparée des sensibilités européenne et américaine

Marchés des grains : les importations asiatiques vont-elles enfin décoller ?

Biodiversité et politiques communautaires : de la confrontation à l'intégration ?

DÉMÉTER 2006

Adhésion de la Turquie à l'UE : un élargissement agricole plus délicat que les précédents ?

Agriculture durable : faut-il repenser les systèmes de culture ?

Négociations OMC : les accords régionaux modifient-ils la donne multilatérale ?

ALÉNA et agriculture : libre-échange ou intégration économique autour des États-Unis ?

DÉMÉTER 2007

Images et imaginaires agricoles : histoire d'une (dés)illusion marchande

Règlement des différends à l'OMC : la force de l'argument et non l'argument de la force

Les normes en agriculture : du droit positif à l'État évaluateur et auditeur

Production porcine française : quel modèle de développement durable ?

DÉMÉTER 2008

La nouvelle modernité : une agriculture productive à haute valeur écologique

Signes de qualité : quels résultats économiques pour le producteur ?

Dossier Biocarburants
UE et États-Unis : *soutien public et politiques agricoles*

2e génération : *semer aujourd'hui les biocarburants de demain*

Brésil :
- *La politique agricole parie sur l'éthanol*
- *L'agriculture, une base puissante pour développer les biocarburants*